



**FR**

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 1**

**de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Burundi pour 2023**

**Document d'action pour le Programme d'Appui à la Résilience, 2<sup>e</sup> phase (Résilience 2)**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

**1 SYNTHÈSE**

**1.1 Tableau récapitulatif de l'Action**

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Programme d'Appui à la Résilience, 2e phase (Résilience 2) Référence opérationnelle OPSYS: ACT-61766 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde).
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	<p>Oui</p> <p>Cette action contribue à l'Initiative Équipe Europe (IEE) – « Santé » au Burundi. En retour, les différents programmes de cette même Initiative « Santé » et le dialogue sectoriel conjoint auront un effet multiplicateur sur l'impact de cette action. En visant l'amélioration de l'état de santé sexuelle, reproductive et nutritionnelle de la population rurale burundaise, l'action contribue aux objectifs de l'Initiatives Equipe Europe « santé » à laquelle la Belgique, la France, les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne participent:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• « l'accès aux services de santé pour la population burundaise, en particulier pour les femmes, les filles et les enfants de moins de cinq ans est appuyé et amélioré »,</li><li>• « La qualité de l'offre de soins et des prestations de santé dans les formations sanitaires et la surveillance épidémiologique sont améliorées ».</li></ul> <p>L'action bénéficiera également de l'impact transformationnel de l'Initiative Equipe Europe – « Energie » au Burundi qui contribuera, d'une part, à l'électrification des zones rurales et des structures décentralisées (centres de santé, hôpitaux, petites et moyennes entreprises de transformation agro-alimentaire), et d'autre part, à la promotion de la « cuisson propre » (meilleure efficacité de combustion, substitution du charbon de bois par d'autres combustibles renouvelables, réduction de la pollution de l'air domestique), tout en contribuant à l'adaptation au changement climatique.</p> <p>Plusieurs IEE régionales pour l'Afrique subsaharienne en cours de formulation sont en pleine complémentarité avec cette action :</p>